



MAKEDA®

Intelligence

LABORATOIRE DE RÉFLEXION STRATÉGIQUE AFRICAIN

RÉFLEXIONS SUR LA PAUVRETÉ ET LE SOUS- DÉVELOPPEMENT EN AFRIQUE

2025

SERIE 1 - PARTIE 2 :

Par Spero MENSAH Ph.D

MAKEDA *Intelligence*

Cotonou, BENIN

www.makedaintelligence.org

PROBLÉMATIQUES DE LA PAUVRETÉ ET DU DÉVELOPPEMENT EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

SÉRIE 1, PARTIE 2

LE BANGLADESH

4.0 Y-A-T-IL UN « HANDBOOK » DE RECETTES ASSURÉES

La première série de nos Réflexions sur les Problématiques de la Pauvreté et du Sous-Développement a conclu sur le constat du niveau de pauvreté extrême et généralisée que les puissances coloniales ont laissé en héritage aux Pays Africains à l'heure des Indépendances.

Dans cette seconde Série de nos Réflexions, nous allons faire une revue analytique et synthétique des parcours comparatifs des Pays du Groupe Témoin et de deux pays Asiatiques depuis 1960 à nos jours. Pour éviter des temps trop longs de publication et de lecture, nous allons publier les analyses et les prochaines sections par groupe d'un ou deux pays.

Oui, c'est incontestable ! Les situations géographiques, les fondements historiques, les poids de la colonisation, et les conditions même des Indépendances jouent un rôle dans l'explication des conditions initiales des états pauvres et de leurs conditions socio-politiques et économiques d'aujourd'hui. Toutefois, les choix délibérés, les échecs de gouvernance et les trahisons d'une classe dirigeante politique, militaire, et économique depuis des décennies et encore aujourd'hui sont les premiers responsables des niveaux de pauvreté et de sous-développement de nos populations.

Dans nos recherches, nous avons découvert que l'expérience d'autres pays pauvres montre hors de tout doute que les résultats ne sont guère prédéterminés historiquement et le sous-développement n'est pas une fatalité irréversible. ***En effet, des progrès en matière de développement ont émergé dans des endroits improbables grâce aux actions de ceux qui ont eu ou ont aujourd'hui le pouvoir de faire la différence.***

Pour explorer ensemble, avec vous, ces sentiers de découvertes, nous proposons de suivre pour chacun des pays retenus la méthodologie que voici :

1. Une revue historique, analytique et synthétique des systèmes politiques qui ont prévalu depuis 1960.
2. Une revue quantitative des ressources naturelles avec une analyse de leurs développements et de leurs apports au développement socio-économique du pays
3. Une évaluation quantitative et qualitative d'un groupe d'indicateurs de développement généralement disponibles.
4. Une Revue des Politiques ou initiatives qui ont réorienté les trajectoires de chaque pays vers la réduction/aggravation de la pauvreté, une marche vers le développement, ou une régression vers le sous-développement.
5. Analyses et conclusions pour résumer notre mon analyse, nos réflexions, et recommandations pour l'évolution vers une prospérité partagée dans un environnement social apaisé.

Dans cette Partie 2, Module 3 de la Première Publication, nous allons présenter les résultats de nos recherches et analyses sur le Bangladesh, un des 2 pays asiatiques que nous avons retenus dans notre groupe de pays témoins..

4.1 BANGLADESH (POPULATION: 173 MILLION, PIB : 389.4 MD USD/2023)

Avec une superficie d'environ 147 570 km², le Bangladesh est enclavé par l'Inde à l'ouest, au nord et à l'est, le Myanmar au sud-est et le golfe du Bengale au sud.



4.1.1 Brève Revue Historique

- **1971-1972** : Indépendance après une guerre de libération contre le Pakistan. **Constitution avec un système parlementaire démocratique et laïc.** Sheikh Mujibur Rahman, leader de la Ligue Awami, devient le Premier ministre puis Président.
- **1975-1990** : Le 15 Août 1975, assassinat de Sheikh Mujibur Rahman suivi d'une **série de coups d'État et de gouvernements militaires**, du Général Ziaur Rahman à la dictature du Général Hossain Mohammad Ershad, renversé par un mouvement populaire en 1990.
- **1991-2024 : Démocratie parlementaire et alternances.** Les deux principaux partis (Ligue Awami et BNP) ont dominé la vie politique, souvent dans un climat de violence et de fraudes électorales ou de boycott. Le Bangladesh a oscillé entre démocratie fragile et régimes autoritaires. Les manifestations étudiantes massives en Janvier 2024, suivies de répressions violentes, ont provoqué la fuite de la Première ministre Sheikh Hasina et la mise en place d'un gouvernement intérimaire dirigé par Muhammad Yunus, Prix Nobel 2006, pionnier du concept moderne de microcrédit et de microfinance et fondateur de la Grameen Bank

Il convient de souligner que durant cette période, et particulièrement sous l'administration du gouvernement de Sheikh Hasina (Awami League) le Bangladesh a connu une répression systématique des opposants politiques, des journalistes et des activistes. Des lois répressives comme le Digital Security Act (2018, remplacé par le Cyber Security Act en 2023) ont criminalisé la critique en ligne, entraînant l'emprisonnement de nombreux journalistes et militants. Les disparitions forcées, les arrestations arbitraires et la torture étaient fréquentes, avec plus de 700 cas documentés sous son régime. On peut conclure que depuis les indépendances, l'histoire des systèmes politiques du Bangladesh n'a pas été un modèle de stabilité et de démocratie mais plutôt une succession de coups d'état, de régimes autoritaires à la limite de la dictature et une marche chancelante vers une démocratie fragile. Cette instabilité politique fait comme un écho aux parcours de plusieurs pays africains, où les alternances ont souvent été synonymes de rupture violente plus que de continuité institutionnelle et de progrès économique.

4.1.2 Revue des Ressources Naturelles et de leurs impacts.

Les cultures principales (riz, jute, thé) dans les plaines alluviales fertiles du Gange-Brahmapoutre permettent au secteur agricole de contribuer à près de 13 % du PIB et d'employer 40 % de la population. Le secteur agricole est désormais menacé par l'érosion des sols, salinisation (due au changement climatique) et pression démographique.

Avec des réserves prouvées qui s'élèvent à 243 milliards de m³ et 24,3 milliards de m³ par an (2022), la production locale du gaz naturel couvre 60 % des besoins énergétiques, mais les réserves s'épuisent.

Le pays est clairement importateur net de pétrole, avec une production locale marginale et une dépendance aux produits raffinés étrangers. Le charbon (mines de Phulbari) pourrait diversifier le mix énergétique, mais son extraction est controversée (déplacements de population, risques écologiques). En conclusion, le Bangladesh n'est pas particulièrement doté de richesses naturelles.

4.1.3 Évaluation quantitative et qualitative des indicateurs de développement.

Le Tableau 4.1.1 récapitule certains indicateurs de l'évolution économique du Bangladesh qui doivent interpeller un analyste avisé.

Tableau 4.1.1 Bangladesh: Évolution Indicateurs (2014-2023)											
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	
PIB 2014-2023 (\$M USD)	178.2	195.1	221.4	249.7	274	302.7	324.2	347.1	371.8	397.4	
PIB/ Capita 2014-2023 (\$ USD)	1157	1253	1422	1616	1792	1974	1996	2077	2234	2382	
Taux de Croissance du PIB (%)	6.1%	6.6%	7.1%	7.3%	7.9%	8.2%	3.4%	6.9%	7.2%	6.5%	
Taux de la Dette (%PIB)	35.0%	34.0%	33.0%	32.3%	31.8%	31.6%	39.6%	40.3%	39.9%	40.1%	
Taux de l'Inflation	6.50%	6.00%	5.70%	5.60%	5.50%	5.59%	5.69%	5.51%	7.70%	9.88%	

Depuis son indépendance à nos jours, le Bangladesh a connu une histoire politique jalonnée de coups d'état, de démocratie fragile et autoritaire, et étrangement similaire à celle de beaucoup de pays africains. Le Bangladesh n'a pas non plus gagné la loterie des ressources naturelles (pétrole, gaz, mines) et est, en raison de sa géographie et de son climat, l'un des pays les plus vulnérables aux catastrophes naturelles (inondations, des cyclones, des tempêtes, des sécheresses et l'érosion des berges).

Malgré une situation aussi désespérante mais hélas commune en Afrique subsaharienne, le Bangladesh a réussi à doubler son PIB en 10 ans. Mieux le PIB/Capita a aussi doublé en dix ans ; ce qui veut dire que la croissance démographique n'est pas venue détruire les progrès économiques. Une croissance annuelle moyenne de 6 % sur la dernière décennie, a permis à 15 millions de personnes de sortir de la pauvreté et à 50 millions d'adopter un nouveau mode de vie. Il faut souligner que le Bangladesh a réalisé de telles performances remarquables avec un Taux d'inflation moyen en dessous de 9% et un Taux moyen d'endettement en dessous de 45% de son PIB.

Avant de continuer notre analyse, il convient de souligner ici que contrairement à nombre d'États africains, l'instabilité au Bangladesh n'a pas empêché une dynamique économique, preuve que le chaos politique n'annule pas toujours les marges de progrès, quand d'autres forces — privées, communautaires ou extérieures — peuvent efficacement prendre le relais.

Depuis l'indépendance en 1971, le système éducatif du Bangladesh, desservant environ 40 millions d'élèves, a réalisé des progrès significatifs avec des initiatives comme la distribution gratuite de 230 millions de manuels scolaires et des programmes d'apprentissage à distance renforcés, qui ont permis d'atteindre une scolarisation quasi universelle au niveau primaire (98 % en 2018) et une parité de genre à ce niveau. Pour compléter ce survol macro de l'évolution socio-économique, il convient d'ajouter que depuis les années 1980, le Bangladesh a réduit le taux de mortalité maternelle d'un tiers et le taux de mortalité infantile de moitié, grâce à des améliorations dans la couverture vaccinale, la lutte contre la tuberculose et la diarrhée, et l'accès à l'eau potable.

Cependant, pour les systèmes d'éducation et de santé, des défis persistants en matière de qualité, d'accessibilité et d'équité doivent être impérativement relevés pour permettre au Bangladesh de continuer sur sa trajectoire de développement. Malgré les performances macro-économiques, généralement appréciées par les Institutions en développement, les grandes Agences de notation continuent d'attribuer au Bangladesh la note **BB- Stable** qui le place dans la catégorie **spéculative** (non-investment grade), indiquant un risque de crédit significatif mais avec une capacité actuelle à honorer ses engagements financiers. Une note BB- implique des **coûts d'emprunt plus élevés** pour le Bangladesh sur les marchés internationaux, mais aussi une attractivité limitée pour les investisseurs institutionnels exigeant des notations "investment grade" (BBB- ou mieux). La résolution de ce problème de notation est extrêmement critique pour le développement des pays en développement.

4.1.4 Politiques ou initiatives de Développement

Dans notre analyse du cas Bangladeshi, nous avons découvert que cette trajectoire globalement prometteuse de réduction de la pauvreté et de développement économique n'est pas du tout le résultat d'un grand plan stratégique de développement. C'est plutôt le résultat de la conjoncture heureuse de 5 Facteurs :

1. **La relative Faiblesse de l'Etat Bangladeshi** : Eh oui, malgré un niveau de corruption élevée, les partis et militaires qui se sont succédé au pouvoir ont évité de brider ou de capturer à leurs seuls profits les initiatives et dynamiques des investisseurs privés.

L'Etat a créé les conditions de décollage du développement tout en évitant d'en faire trop ! « They stopped doing too much the wrongthings !!

2. L'industrie du vêtement ; C'est l'industrie du vêtement qui a choisi le Bangladesh à cause de conjonctures et conditions favorables. Les exportations de prêt-à-porter sont passées de 32 millions de dollars en 1984 à 34 milliards de dollars en 2019, soit 84 % des exportations totales. La plupart des exportations restantes provenaient d'autres industries légères telles que les textiles et les chaussures.

3. Le Rôle et les impacts des "Champions Nationaux", notamment PRAN-RFL Group (plus de 100 000 employés), Beximco Group (plus de 60 000 employés), BashundharaGroup (plus de 50 000 employés), et Walton (plus de 20 000 employés) sont souvent contrôlés par des familles influentes proches des pouvoirs politiques. Ces entreprises opèrent dans des secteurs stratégiques comme le textile, l'agro-industrie, l'électronique, et l'immobilier, mais les données précises sur leurs contributions individuelles au PIB, à l'emploi, et aux taxes sont limitées. A partir des informations disponibles, il ressort que les 3 Secteurs clés de l'économie du Bangladesh sont :

- i. Textile (RMG) : Pilier économique avec 11 % du PIB, 4,4 millions d'emplois, et 80 % des exportations.
- ii. Télécommunications : Partie des 51 % du PIB des services, employant environ 30 millions (total services).
- iii. Pharmaceutique et TI : Contributions faibles (<1 % du PIB), mais en croissance.

4. Envois de fonds des Bangladais de la Diaspora : En particulier en provenance des Pays du Golfe, les envois de fonds ont augmenté rapidement, passant d'environ 2 milliards de dollars en 2000 à 10 milliards de dollars en 2010, et ils sont maintenant d'environ 20 milliards de dollars par an !

5. Le Rôle des ONGs Grameen Bank et BRAC : Deux organisations non gouvernementales - Grameen Bank fondée en 1983 par le professeur Muhammad Yunus (Prix Nobel de la Paix 2006) et BRAC créée en 1972 par Sir Fazle Hasan Abed ont joué un rôle central dans la réduction de la pauvreté et la métamorphose économique en cours du Bangladesh. Elles ont développé des modèles innovants de microfinance et de développement communautaire qui ont directement contribué à réduire la pauvreté et à stimuler l'économie nationale.

Les deux organisations ont placé les femmes au cœur de leurs stratégies. Grameen Bank a délibérément ciblé les femmes (96,81% de ses emprunteurs), tandis que BRAC emploie environ 70% de femmes dans son personnel.

Cette focalisation a transformé la condition féminine au Bangladesh, augmentant leur participation économique et leur pouvoir décisionnel dans les foyers avec des impacts sur la réduction des Taux de Fécondité et d'analphabètes. De plus, l'approche holistique de BRAC combinant santé, éducation et microfinance a amélioré le capital humain, facteur clé de croissance à long terme.

4.1.5 Analyses et Conclusions

Malgré la tendance autoritaire des régimes politiques successifs, la fragilité des institutions démocratiques, et le niveau de corruption, la faiblesse de l'état a permis la réduction de la pauvreté et l'évolution encourageante du développement économique au Bangladesh. Nous ne pouvons-nous empêcher de souligner que certains États, dans d'autres contextes semblables, ont été incapables de répondre aux besoins de leur population, mais s'efforcent activement d'entraver quiconque tente de le faire en soutirant des rentes excessives ou en faisant simplement obstruction.

Nous ne voulons pas véhiculer ici le message que le Bangladesh est devenu un paradis pour sa population. En effet, les conditions de travail dans les usines de vêtements au Bangladesh sont cauchemardesques avec des violations systématiques des droits des travailleurs, des salaires en dessous du seuil du salaire minimum légal, des risques pour la santé et la sécurité (effondrement du Rana Plaza en 2013 avec 1138 travailleurs tués), et emploi systématique des enfants surtout dans les usines sous-traitantes.

Malgré des initiatives comme l'Accord international pour la sécurité (post-Rana Plaza), les conditions restent calamiteuses en raison de la corruption, de la pression des marques occidentales pour des prix bas, et de l'impunité des employeurs protégés par leur pacte avec l'élite politique.

Bien que la richesse nationale ait augmenté, sa distribution reste très inégale avec une minorité riche et une majorité pauvre, malgré l'émergence d'une classe moyenne. Le coefficient de Gini, mesure de l'inégalité économique, est passé de 0,458 en 2010 à 0,482 en 2016, signalant une concentration croissante des richesses. En 2022, les 5 % des ménages les plus riches détenaient 30,04 % des revenus totaux, contre 27,82 % en 2016, tandis que les 50 % les plus pauvres voyaient leur part diminuer de 20,23 % à 19,05 %. La part des revenus des 10 % les plus riches est passée de 21 % en 1984 à 27 % en 2010, et cette tendance s'est poursuivie.

Le chômage des jeunes (15-29 ans) reste un défi majeur, avec un taux de chômage des jeunes trois fois supérieur à la moyenne nationale en 2023. Selon le Bangladesh Bureau of Statistics(BBS), le nombre de chômeurs a atteint 2,59 millions au premier trimestre 2023, contre 2,32 millions fin 2022. **En 2023, 39,88 % des jeunes âgés de 15 à 29 ans n'étaient ni scolarisés, ni employés, ni en formation (NEET). Le chômage des diplômés est particulièrement alarmant, atteignant 47 % en 2018, le plus élevé d'Asie du Sud.**

Pour certains observateurs, ce qui se joue au Bangladesh est la forme ultime d'exploitation capitaliste mondiale et de la globalisation des moyens de production : des millions de personnes, notamment des femmes et des mineurs travaillent pour des salaires de misère dans des conditions épouvantables afin de fabriquer des vêtements pour de riches consommateurs occidentaux.

En conclusions de notre analyse, nous retenons que le Bangladesh est présentement dans le cycle du développement économique dominé par le capitalisme sauvage et inhumain. Selon l'économiste, féministe Joan ROBINSON, il est probablement vrai que : « La misère d'être exploité par les capitalistes n'est rien comparée à la misère de ne pas être exploité du tout ».

Il est rassurant de savoir que l'histoire du développement socio-économique a montré que c'est un cycle que Bangladesh va devoir quitter pour poursuivre son développement.

Pour effectuer cette transition sans trop de chaos, le pacte entre élites politiques et économiques doit être élargi à une Alliance pour un Pacte de Développement inclusif profitable pour tous.

Le plan **Vision 2041** qui vise à transformer le Bangladesh en pays à revenu élevé, avec des objectifs comme :

- Réduire l'extrême pauvreté à 2,55 % d'ici 2031.
- Développer les exportations (150 milliards de dollars d'ici 2031), ce qui pourrait indirectement booster l'épargne via une meilleure stabilité économique

doit impérativement inclure des plans d'action pour :

1. La recherche d'une prospérité mieux partagée
2. Une électrification et une industrialisation accélérée avec des conditions de travail qui respectent mieux la dignité humaine et le droit des travailleurs
3. Un système d'éducation adaptée et orientée vers les femmes et les jeunes pour une réduction du chômage et une augmentation de la classe moyenne
4. Un système de sante adapté et efficace pour fournir des soins accessibles aux travailleurs et aux plus vulnérables
5. L'augmentation de l'épargne locale pour permettre un accès au capital financier à des taux plus compétitifs
6. La mise en place de réformes pour améliorer substantiellement la pratique et le respect des droits de l'Homme, l'élimination de la répression contre la Presse et les Partis de l'Opposition, et le renforcement de la démocratie.

Cette Alliance pour un Pacte de Développement doit impérativement inclure les acteurs suivants :

1. Tous les partis de la classe politique (Pouvoir et Oppositions)
2. Les grands ONGs qui ont démontré leurs capacités de porter et d'animer le développement sur le terrain
3. Le Secteur Privé et particulièrement les Champions Nationaux qui doivent comprendre leurs intérêts à élargir les gâteaux à partager
4. Les Syndicats qui doivent porter la voix et les intérêts des travailleurs de tous les secteurs.

Maintenant, les élites politiques, militaires, et économiques sauront-elles faire face à ce défi et créer une telle Alliance pour permettre au Bangladesh d'entrer dans le Couloir vertueux du développement en dépit ou à cause des alternances politiques ? La question est ainsi posée.

NB : Merci d'envoyer vos commentaires, observations à :

ThinkTank MAKEDA Intelligence

Spero.mensah@jemsmartgroup.com ou contact@makedaintelligence.org



MAKEDA[®]

Intelligence

LABORATOIRE DE RÉFLEXION STRATÉGIQUE AFRICAINE

Contact

MAKEDA Intelligence — Là où l'Afrique s'exerce à la lucidité pour réaliser ses Grandes Ambitions.



COTONOU, BENIN



CONTACT@MAKEDAINTELLIGENCE.ORG



WWW.MAKEDAINTELLIGENCE.ORG



+1 425 241 8379 / +229 01 50 01 15 74